

L'Adresse—M. Fortin

Cela va très bien, monsieur le président, dans le système des libéraux et des conservateurs progressistes. Qui sont les responsables de la crise du pétrole? Les pays producteurs ou les grandes sociétés multinationales?

J'ai en main un autre article qui donne l'indice des prix au consommateur en se basant sur les données du Bureau fédéral de la statistique, et je cite:

L'indice des prix aux consommateurs a atteint 155.5 en novembre 1973, soit 9.3 pour cent de plus qu'en 1972. Les prix des aliments ont augmenté de 18.2 pour cent. Ce graphique décrit la montée de l'indice des prix aux consommateurs, basée sur les prix en 1961, depuis 1941 à novembre 1973.

Et on nous dit, monsieur le président, que tout va bien dans le meilleur des mondes.

Un autre journal rapporte ce qui suit, et je cite:

Le sucre, un autre produit à connaître une forte hausse.

Et à la même page, on écrit:

La hausse du prix du pétrole fera augmenter le prix des... légumes.

Ce sont des gens de Toronto qui ont découvert cela! J'ai en main un autre article dont je ne cite que le titre:

Hausse de 22 p. cent du prix des maisons.

Ici, on fait des analyses sur la consommation.

Voilà un autre article du *Nouveliste* qui en étonnera plusieurs. Je suis certain que personne ne se doutait de cela, et je cite:

A la campagne de Nixon, les sociétés pétrolières ont souscrit \$49 millions.

Dans *La Tribune* du 2 janvier 1974, un article est intitulé: «Pétrole: le Québec défavorisé». Dans le même journal, le 24 décembre 1973, on peut lire le titre suivant: «L'inflation et le chômage assombrissent les promesses de l'économie canadienne».

Dans le même journal, le 20 décembre 1973, on peut lire:

Même si le salaire moyen a augmenté de \$12.08 d'octobre 1972 à octobre 1973, il n'a pu soutenir la hausse du coût de la vie qui a subi une augmentation de 9.3 pour cent durant la même période.

Cela prouve, monsieur le président, ce que je disais tantôt. Et enfin, pour clore le tableau, on nous annonce dans *La Presse* du 16 février 1974 qu'au Québec on a maintenant l'honneur d'avoir 240,000 chômeurs, soit 9.5 p.c.

Là-dessus, comme cadeau de Noël, le très honorable premier ministre a dit, en conclusion, et je cite un titre de *La Tribune* du 29 décembre 1973: «... C'est un signe de détresse de la terre...». Ce sont les paroles célèbres du très honorable premier ministre au sujet de la crise du pétrole. «C'est un signe de détresse de la terre». Cela dit ce que cela dit: pas de solutions, mais des constatations. En même temps, monsieur le président, les sociétés pétrolières continuent à réaliser des profits. Notre Commission de surveillance du prix des produits alimentaires sous la présidence de M^{me} Plumptre que l'on paie trop, soit \$40,000 par année, constate simplement que les prix augmentent, et ne dispose d'aucune espèce de pouvoir.

Monsieur le président, les gens que l'on rencontre dans nos circonscriptions n'acceptent plus cela. Ils nous ont donné le message de lutter à la Chambre afin de convaincre le gouvernement de donner des pouvoirs à cette commission, de prendre un moyen quelconque pour éviter les abus et l'exploitation de celui qui n'a pas les moyens de se payer cette crise inflationniste qui est hors de contrôle.

Je voudrais attirer l'attention du très honorable premier ministre qui nous fait l'honneur d'être présent, et lui rappeler que la question du pouvoir d'achat de l'individu est quelque chose d'extrêmement important. Je lisais le discours clôturant la dernière session, et je constatais en

fait que le premier ministre pensait «que notre capacité de production sur le plan matériel en était rendue à un point maximum au Canada», c'est-à-dire que notre machine de production était à son maximum.

En même temps, le très honorable premier ministre n'est pas sans savoir que des Canadiens d'un océan à l'autre sont complètement à l'écart du circuit économique, c'est-à-dire qu'à cause de leur manque de revenus, ils ne peuvent plus «suivre» cette hausse du coût de la vie.

Monsieur le président, le très honorable premier ministre admettra aussi que, depuis au moins 10 ans, les mesures des gouvernements qui se sont succédé ont toutes «tourné autour» d'un accroissement de la production. On a investi dans la production par l'entremise du ministère de l'Expansion économique régionale, de la Banque d'Expansion Industrielle. On annonce dans le discours du trône qu'une nouvelle banque fédérale sera créée. Je ne veux pas juger la valeur de ces programmes, mais je veux simplement les énumérer pour faire penser au gouvernement qu'on a investi beaucoup dans la production, mais que, dans la consommation, monsieur le président, cela reste encore à venir. On a fait des petites tentatives comme la pension de sécurité de la vieillesse, comme les allocations familiales, mais lorsqu'on accorde les allocations familiales, on les rend impossibles de sorte que le pouvoir d'achat, monsieur le président, à la fin de l'année, n'augmente pas davantage. On a même fait des calculs et, dans certains cas, on donnera aux gens, par le biais des allocations familiales, moins qu'auparavant. Pourquoi? Parce qu'on les a taxées.

Monsieur le président, les Canadiens veulent bâtir leur pays. Il y a cinq ans, par exemple, lorsqu'on a adopté ici des mesures visant à décourager l'agriculture en imposant des mesures de contrôle et des quotas à la production parce qu'on produisait trop, le problème n'existait donc pas dans la production, à ce moment-là, monsieur le président, mais dans la distribution des produits. Il y a des gens qui exploitent, qui profitent de notre richesse, monsieur le président—et je le dis tout en croyant fortement, comme mes collègues, à l'entreprise privée—qui abusent de la situation et qui exploitent les gens et qui, par conséquent, font croire qu'au Canada il y a rareté de produits, ce qui est faux. Tout le monde devra admettre qu'il n'y a pas rareté de produits au Canada. Nous avons suffisamment de pétrole. Nous avons suffisamment de blé. Nous avons suffisamment de producteurs de lait. Nous avons suffisamment de fromage. Nous avons suffisamment d'à peu près toutes les matières dont nous avons besoin pour avoir une bonne qualité de vie. Ce dont nous avons besoin, monsieur le président, c'est d'un système de distribution qui sera équitable et juste pour tous les Canadiens.

Lorsqu'on viendra nous dire qu'on s'intéresse à ce problème, je devrai me dissocier de ces gens et discuter très fortement, parce que c'est faux. On parle de la politique du pétrole, par exemple, au moment où on en a une très grande quantité. Il aura fallu une crise, il aura fallu des dons du gouvernement aux sociétés pétrolières pour qu'elles n'augmentent pas leur prix, il aura fallu une crise extraordinaire pour réaliser qu'on avait des richesses dans l'Ouest, mais, par contre, qu'il existait une rareté de produits, de sorte qu'il en découle une cherté de ces produits. Qui paie pour cela, monsieur le président? Ce sont les citoyens.

Au Canada, nous avons ce qu'il faut et parce que nous n'avons pas prévu l'utilisation de ces richesses, nous avons établi une politique de deux poids, deux mesures, à la fin; c'est-à-dire qu'actuellement, les Québécois paient plus